



## **TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2025 ! POUR NOS MISSIONS, POUR NOS METIERS, POUR NOS EMPLOIS POUR NOS SALAIRES ET TRAITEMENTS !**

La mobilisation du 5 décembre 2024 a permis d'obtenir un sursis et d'éviter les suppressions de postes envisagées par le précédent gouvernement.

Néanmoins, la présentation d'un Plan dit « d'efficience » concernant « 3700 postes a minima » d'ici 2027 - soit 800 de plus qu'annoncés en juillet dernier au Conseil d'Administration - et la négociation d'un prochain accord sur la « *Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels* » n'augurent rien de bon tant pour nos missions, que pour nos métiers et nos emplois ! Les collègues exerçant en « fonction supports » et les établissements comme la Direction Générale ou la DSI vont être les premières victimes en 2025 d'un redéploiement forcé avec des mutations professionnelles voire géographiques imposées. A terme, ce sont de nombreux collègues qui seront concernés par des changements d'activités voire d'emploi.

**Pour toutes et tous, l'intensification du travail va s'accroître  
et les conditions de travail se détériorer.**

L'Entretien D'Orientation (EDO), l'Accompagnement Intensif, les 15h d'activités hebdomadaires (sans que nous n'en ayons encore ni la définition ni leurs conséquences) et le Contrôle de la Recherche d'Emploi dit « rénové » sont les principales priorités de la Direction Générale. Ces priorités ne répondent en rien aux besoins de nos usager.es et vont aggraver nos conditions de travail.

La mise en œuvre - à marche forcée - de la Loi Plein emploi - dans un cadre budgétaire austéritaire et dans une période de plans de licenciements massifs - contraint à l'inscription plusieurs centaines de milliers de personnes sans emploi sans que France Travail et encore moins les autres opérateurs (Missions Locales, Cap Emploi, Départements...) aient les moyens pour les accompagner.

Le budget de France Travail présenté au Conseil d'Administration ce 27 février renforce notre inquiétude. Une nouvelle fois l'Etat se désengage notamment dans le cadre du Plan d'Investissement dans les Compétences, la part des prestataires privés se maintient à un niveau très élevé (466 millions d'€) et aucune revalorisation de nos salaires et traitements n'est envisagée ! Aucune organisation syndicale n'a voté pour ce budget !

**Plus que jamais, l'intersyndicale CFTC, CGT, FSU, STC, SUD exige :**

- ⇒ **Le maintien de toutes nos missions au service des besoins des usager.es,**
- ⇒ **L'augmentation des effectifs de France Travail et la titularisation de nos collègues en contrats précaires,**
- ⇒ **L'arrêt du recours massif à l'externalisation et à la privatisation de nos missions,**
- ⇒ **La revalorisation des salaires et des traitements.**

**L'INTERSYNDICALE NATIONALE APPELLE L'ENSEMBLE DES  
AGENTS DE FRANCE TRAVAIL A LA GREVE LE 1ER AVRIL  
et à participer aux initiatives intersyndicales régionales.**